

ACCUSONS LE CAPITALISME



UNION DES RÉVOLUTIONNAIRES-COMMUNISTES DE FRANCE

- CONSTRUCTION DU PARTI -

La classe ouvrière n'a pas son Parti : construisons-le !



NON AU PACTE DE RESPONSABILITÉ ! FORGEONS L'OPPOSITION ANTICAPITALISTE !

L'abstention très forte dans les quartiers populaires a été le principal enseignement des élections municipales. La déception, le mécontentement, la colère se traduisent par une sanction méritée à l'égard du gouvernement social-démocrate et de sa politique au service du Capital et de l'UE.

Le cadre antidémocratique de la Vème République, fondé sur l'alternance entre les deux partis cogérants du pouvoir du Capital (et leurs associés), a fonctionné et la droite et l'extrême-droite sont sorties renforcées ; alternance entre partis et responsables qui ne changera en rien le fond, car c'est toujours la même politique de classe qui est menée alternativement par le PS ou l'UMP, pour le seul bénéfice des capitalistes.

Sur la base de leur propre expérience, les travailleurs commencent à prendre conscience que le PS n'est pas un parti de gauche, défenseur des intérêts populaires, mais un parti intégré au système

capitaliste, ayant pour mission de dupérer les forces du travail.

Mais pour que la sanction soit durable et que des reculs soient imposés au MEDEF et au gouvernement Valls, il faut renouer avec cette leçon de l'histoire : les grandes conquêtes sociales, les défaites infligées au Capital l'ont été par des grèves massives, des grandes luttes extra-parlementaires et des manifestations.

Ce qui implique la clarté politique : manifester le samedi et protester contre le Pacte, tout en cogérant, le reste de la semaine, villes et régions avec le PS (comme le font le Front de Gauche et le PCF), c'est, qu'on veuille ou non, laisser à la réaction le champ libre de l'opposition au gouvernement, pour poursuivre la même politique !

Non au Pacte de Responsabilité

Depuis des décennies, les gouvernements de droite et de « gauche » ont accordé, au nom de la

« défense de l'emploi », des centaines de milliards d'aides publiques au patronat. Véritables cadeaux qui assurent le profit maximal au patronat tout en enfonçant le pays dans la crise et le déclin, aggravant le chômage (plus de 5 millions, 2 millions non indemnisés) la précarité (la majorité des nouveaux emplois), la destruction des services publics, la fermeture de sites ou d'entreprises privées.

Hollande et le MEDEF, les syndicats jaunes (CFDT, CFTC...), proposent d'aggraver la situation avec le « Pacte de responsabilité », avec l'allègement des charges patronales (qui proviennent de la partie brute de nos salaires), nous obligeant à payer deux fois pour une prestation identique !

L'annonce de 50 milliards de réduction des dépenses publiques va aggraver l'austérité et la non satisfaction des besoins vitaux déjà mis à mal : santé, éducation, logements, transports, énergie ... Ce Pacte ne saurait être acceptable et amendé par des discussions entre

« partenaires sociaux », il doit être combattu jusqu'à son retrait !

Non à l'UE et au capitalisme !

Là aussi, il faut la clarté politique. La « gauche de la gauche » dénonce la politique de la Commission de Bruxelles. C'est juste mais insuffisant. Qui tire les ficelles de cette Commission ? Les grands groupes capitalistes qui imposent partout la même politique d'austérité, dirigent la Banque Centrale Européenne et s'assurent du contrôle des budgets nationaux. On ne saurait combattre l'UE ni en la servant comme le font l'UMP, le PS et leurs alliés, ni par le nationalisme xénophobe du type FN, mais pas plus par une « réorientation » de l'UE alors que cette dernière a été forgée par et pour les monopoles. Il faut refuser la politique et les diktats de l'UE (et derrière, de la classe capitaliste), en liant cette tâche au combat pour renverser le capitalisme, jusqu'au retrait national et international de cette instance impérialiste.

Forgeons l'opposition au capitalisme et au gouvernement social-démocrate !

Ce qui a un coût pour le pays et les travailleurs, ce n'est pas du tout le prétendu « coût » du travail que le Capital, l'UMP, le FN, le PS, proposent « d'abaisser », ni même le « coût du Capital » évoqué par les réformistes, dans le rêve inconsistant d'un capitalisme aménagé où le Capital accepterait de partager des richesses (où a-t-on vu cela ?), mais c'est le coût du capitalisme.

Ce système est devenu incapable de satisfaire les besoins même les plus vitaux. Il organise la destruction des conquêtes sociales, une véritable régression de civilisation : travail de nuit, le dimanche. Le social-démocrate Pascal Lamy ose proposer un SMIC Jeunes, qui serait inférieur au salaire minimal ... pour relancer l'emploi ! Toujours les mêmes recettes issues du MEDEF et qui engendrent la paupérisation. Il faut construire une large alliance populaire de toutes les victimes du capitalisme : ouvriers, employés, petits agriculteurs, intellectuels salariés et de la culture.

Pour cela, il faut, avec l'URCF, contribuer à faire renaître un véritable Parti communiste fidèle à ses principes fondateurs nés de la Révolution d'Octobre et de l'Internationale Communiste, ayant pour ob-

jectif le socialisme et le pouvoir de la classe ouvrière et de ses alliés, seule alternative de progrès au capitalisme. Ce combat prend appui sur la lutte quotidienne contre les restrictions des libertés démocratiques, pour des droits nouveaux par l'abrogation de la Vème République et une Constituante émanant des propositions des travailleurs dans les entreprises et les quartiers. Combat qui implique la défense et la renaissance du syndicalisme de classe, indépendant du patronat, de l'État, de l'UE, outil incontournable pour organiser les grèves, luttes pour nos salaires, emplois, conditions de travail.

Hollande et le MEDEF veulent nous faire payer la crise du capitalisme toujours plus. Ce gouvernement Valls dit de « combat » le sera contre le mouvement ouvrier.

La recomposition d'un camp progressiste implique la construction dans les luttes d'une large opposition populaire anticapitaliste au sein du prolétariat, des privés d'emploi, des jeunes, des femmes, de toutes les victimes du système d'exploitation et de ses relais politiques : UMP, FN, PS.

L'URCF, le 12 avril 2014



Qu'est-ce que l'URCF ?

L'Union des Révolutionnaires Communistes de France - Construction du Parti (URCF) est engagée dans le processus de luttes pour refonder le Parti communiste de France, sur la base des 21 conditions d'adhésion à l'Internationale Communiste. Elle regroupe des communistes français et immigrés issus de la classe ouvrière, vivant et militant à ses côtés. L'URCF a été créée par des communistes ayant combattu la ligne réformiste du PCF. Elle a rompu avec ce parti rallié à l'économie de marché, à la construction européenne, à l'anticommunisme et l'antisoviétisme.

L'URCF combat stratégiquement pour renverser le capitalisme, source des maux dont souffre l'immense majorité de la population, au moyen de la révolution socialiste. Elle soutient le syndicalisme de lutte de classe et s'oppose à la cogestion et à toute forme de collaboration avec le Capital.

Avec la campagne «**Accusons le capitalisme**», dont elle est l'initiatrice, l'URCF cible la propriété privée des moyens de production et la dictature du Capital, obstacles à l'émancipation des travailleurs.

L'URCF s'inscrit dans le combat pour la renaissance du mouvement communiste international, la lutte contre les guerres impérialistes, la solidarité avec les peuples en lutte, en particulier ceux victimes de l'impérialisme français, et avec les pays qui construisent le socialisme (Cuba, RPD de Corée).

L'URCF agit pour la rupture avec l'UE, l'OTAN, les autres organismes impérialistes en lien avec la lutte pour un changement de mode de production : le socialisme/communisme. Son but est la construction d'une société socialiste basée sur le pouvoir de la classe ouvrière et des travailleurs.

La classe bourgeoise exploiteuse dispose d'une multitude de partis à son service pour tromper les masses et donner une façade démocratique à sa dictature.

Seule la classe ouvrière n'a pas son parti pour défendre ses intérêts. Pour vaincre, elle a besoin d'un Parti communiste. Pour le construire dans les luttes et préparer la révolution socialiste, rejoignez l'URCF !



LISEZ **INTERVENTION COMMUNISTE**

Le journal de tous les travailleurs

BULLETIN D'ABONNEMENT

1 an : 19 €, Étudiants, Privés d'emploi : 10 €, Soutien à partir de 30 €

NOM : _____ Prénom : _____

Adresse : _____

Code postal : _____

VILLE : _____

Chèque à l'ordre des " AMIS D'OULIANOV " B.P.40084
75862 PARIS cedex 18

Consultez notre site : www.URCF.fr

Imprimé par nos soins - Ne pas jeter sur la voie publique